

CONSEIL DE PARIS

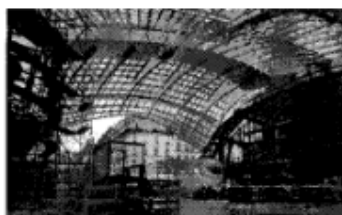
## Les Halles décriées à droite comme à gauche

**IL Y AURA EU DEUX VOIX.** Deux voix socialistes pour défendre le projet de rénovation des Halles hier au Conseil de Paris : Véronique Leveux, élue du II<sup>e</sup> et Jean-Louis Missika, l'adjoint (apparenté PS) à la maire chargée de l'urbanisme. A l'occasion d'un « point d'étape » fait par l'équipe d'Anne Hidalgo sur ce chantier titanesque, toutes les autres interventions sur le dossier auront été réservées, voire franchement hostiles.

### Budget et délais dépassés

C'est Jean-François Legaret, le maire (UMP) du I<sup>er</sup> arrondissement, qui a lancé la première salve de critiques en dénonçant les dérapages à répétition du chantier. « Dérapage dans les délais, dérapage dans la complexité, dérapage dans les coûts (NDLR : le chantier va coûter un peu plus de 918 MEUR HT alors que le budget annoncé était de 800 MEUR HT), les Halles, c'est des dérapages à tous les étages », lâche-t-il. « Vous parlez de recadrage du calendrier. Les derniers travaux de voirie auront lieu aux

abords de 2017. L'opération lancée en 2001 qui devait initialement être achevée au 31 décembre 2006, sera finalement terminée en 2018. Cherchez l'erreur », insiste le maire du I<sup>er</sup>.



Les Halles (Ive). Quatre ans après le premier coup de pioche, le titanesque chantier du ventre de Paris continue de faire grincer des dents dans la capitale. Photo : (LP/Mathilde Cudeville.)

Son voisin du II<sup>e</sup>, le maire (EELV) Jacques Boutault ne s'est guère montré plus tendre. L'élue de gauche a d'abord félicité l'exécutif pour son « effort de transparence » mais pour mieux regretter ensuite que les « délais initiaux de fin du chantier en 2016 » ne soient pas tenus.

L'écologiste a pointé du doigt ce projet « à un milliard d'euros » s'inscrivant « typiquement dans le

cadre des grands travaux inutiles ». « Nous avons voté oui à un grand projet de rénovation de la gare RER mais pas pour une Canopée coûteuse et la rénovation d'un centre commercial », rappelle pour sa part Danièle Simonnet, la seule élue du Parti de gauche au Conseil de Paris. Et si le président du groupe communiste Nicolas Bonnet s'est montré un peu moins sévère dans les termes choisis, il a aussi insisté sur la nécessité de réorienter les investissements de la Ville vers des équipements de proximité.

« Ce chantier n'est pas le résultat du caprice du maire de Paris précédent, mais une nécessité absolue. Il fallait remettre aux normes la gare », a répondu Jean-Louis Missika, l'adjoint au maire chargée de l'urbanisme. Aux accusations de « dérapage financier », l'adjoint a répondu « glissement des coûts ». « 14 % de dépassement des coûts, c'est assez normal au regard de la complexité du chantier », juge le maire adjoint. ■

par Marie-Anne Gairaud